

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

17 MAI 1991

PROJET DE LOI

**instaurant un congé
pour raisons impérieuses**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
AFFAIRES SOCIALES (1)

PAR
M. VANCROMBRUGGEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi au
cours de sa réunion du mercredi 8 mai 1991.

**Ce projet de loi a été examiné en réunion publique
de commission.**

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Marc Olivier.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Ansoms, De Roo,
Marchand, Mme Nelis-Van
Liedekerke, M. Olivier (M.).
P.S. Mme Burgeon (C.), MM.
Daerden, Perdieu, Santkin,
Vancrombruggen.
S.P. Mme De Meyer, MM.
Sleeckx, Van der Sande.
P.V.V. MM. Devolder, Flamant,
Van Mechelen.
P.R.L. MM. Klein, Neven.
P.S.C. MM. Antoine, Charlier
(Ph.).
V.U. MM. Vangansbeke, Van
Grembergen.
Ecolo/ M. Geysels.
Agalev

B. — Suppléants :

MM. Bosmans (F.), Breyne, Mme
Leysen, MM. Vandebosch, Van
Hecke, Van Parys.
MM. Defosset, Gilles, Mme Jacobs,
M. Leroy, Mme Onkelinx, M. Walry.
MM. Beckers, Bossuyt, Hancké,
Peeters.
MM. Bril, De Groot, Deswaene, Van-
dermeulen.
MM. Bertouille, Dubois, Hazette.
M. Beaufays, Mme Corbisier-
Hagon, M. Hiance.
MM. Caudron, Coveliers, Lauwers.
M. Daras, Mme Vogels.

Voir :

- 1561 - 90/91 :

— N° 1 : Projet transmis par le Sénat.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

17 MEI 1991

WETSONTWERP

**houdende invoering van een verlof
om dwingende redenen**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
SOCIALE ZAKEN (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER VANCROMBRUGGEN

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavig wetsontwerp be-
sproken tijdens haar vergadering van woensdag
8 mei 1991.

**Dit wetsontwerp werd besproken in openbare commis-
sievergadering.**

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Marc Olivier.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Ansoms, De Roo,
Marchand, Mevr. Nelis-Van
Liedekerke, H. Olivier (M.).
P.S. Mevr. Burgeon (C.), HH.
Daerden, Perdieu, Santkin,
Vancrombruggen.
S.P. Mevr. De Meyer, HH.
Sleeckx, Van der Sande.
P.V.V. HH. Devolder, Flamant,
Van Mechelen.
P.R.L. HH. Klein, Neven.
P.S.C. HH. Antoine, Charlier (Ph.).
V.U. HH. Vangansbeke, Van
Grembergen.
Ecolo/ H. Geysels.
Agalev

B. — Plaatsvervangers :

HH. Bosmans (F.), Breyne, Mevr.
Leysen, HH. Vandebosch, Van
Hecke, Van Parys.
HH. Defosset, Gilles, Mevr. Jacobs,
H. Leroy, Mevr. Onkelinx, H. Walry.
HH. Beckers, Bossuyt, Hancké,
Peeters.
HH. Bril, De Groot, Deswaene, Van-
dermeulen.
HH. Bertouille, Dubois, Hazette.
H. Beaufays, Mevr. Corbisier-
Hagon, H. Hiance.
HH. Caudron, Coveliers, Lauwers.
H. Daras, Mevr. Vogels.

Zie :

- 1561 - 90/91 :

— N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail déclare que le projet à l'examen fait partie d'un ensemble de mesures tendant à mettre en harmonie la vie professionnelle et la vie de famille.

La structure des ménages a en effet subi des modifications importantes au cours des vingt dernières années : tandis que le nombre de ménages avec trois enfants et plus a diminué, celui des ménages uniparentaux s'est considérablement accru.

On constate en outre que dans 700 000 ménages (dont 500 000 avec enfants), l'homme et la femme travaillent tous deux hors de leur domicile.

L'harmonisation de la vie de famille et de la vie professionnelle constitue dès lors un objectif prioritaire.

Une telle harmonisation ne peut toutefois être réalisée que par la mise en œuvre de mesures répondant aux conditions suivantes :

- les mesures doivent profiter aussi bien aux hommes qu'aux femmes. Il n'appartient pas au Gouvernement d'imposer un modèle familial déterminé;
- les mesures ne peuvent concerner uniquement les ménages ayant de jeunes enfants. Les ménages avec des enfants d'un certain âge peuvent eux aussi être confrontés à de nombreux problèmes (par exemple, accueil de membres de la famille âgés ou handicapés).

Il convient également de souligner qu'il ne suffit pas de prendre des mesures au niveau de l'emploi et du travail. Il faut au contraire être attentif à cette problématique dans tous les domaines.

Une des mesures qui s'imposent est l'instauration d'un congé pour raisons impérieuses. Une famille peut en effet être confrontée à des problèmes qui exigent une solution d'urgence.

Le 19 décembre 1989 a été conclue la convention collective de travail n° 45 prévoyant l'octroi d'un congé pour raisons impérieuses.

La proposition de loi à l'examen tend à instaurer un congé analogue pour les travailleurs salariés qui ne sont pas soumis à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives et les commissions paritaires.

Cette mesure satisfait en outre aux principes fondamentaux formulés plus haut (accessibilité aux hommes et aux femmes et non limitée aux familles avec de jeunes enfants).

II. — DISCUSSION

Mme De Meyer se réjouit que soient prises des mesures favorisant la combinaison harmonieuse de la vie professionnelle et de la vie familiale, à condition toutefois que l'on puisse trouver un équilibre entre les solutions de type collectif et les solutions individuelles.

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid legt uit dat onderhavig wetsontwerp deel uitmaakt van een reeks maatregelen ter bevordering van een betere combinatie van het beroepsleven met het gezinsleven.

De jongste twintig jaar hebben zich immers belangrijke wijzigingen voorgedaan in de gezinsstructuur : het aantal gezinnen met drie en meer kinderen is afgenomen terwijl het aantal éénoudergezinnen fors is toegenomen.

Bovendien kan worden vastgesteld dat in 700 000 gezinnen (waarvan 500 000 met kinderen) man en vrouw buitenshuis werkzaam zijn.

Het behoort dus tot de prioritaire opdrachten een harmonieuze combinatie gezin en arbeid tot stand te brengen.

Dit kan enkel geschieden door de uitwerking van maatregelen die bovendien aan volgende voorwaarden beantwoorden :

- de maatregelen moeten zowel voor mannen als vrouwen toegankelijk zijn. Het komt de Regering niet toe een bepaald gezinsmodel voorop te stellen;
- de maatregelen mogen niet enkel op de gezinnen met jonge kinderen worden afgestemd. Ook gezinnen met minder jongere kinderen kunnen met talrijke problemen worden geconfronteerd (bijvoorbeeld opvang van bejaarde of gehandicapte familieleden).

Er zij ook op gewezen dat het niet volstaat maatregelen te nemen op het vlak van de tewerkstelling en arbeid. Er moet integendeel op alle terreinen aan deze problematiek aandacht worden geschonken.

Een van deze maatregelen is de invoering van een verlof om dwingende redenen. In een gezin kunnen zich namelijk probleemsituaties voordoen die een dringende oplossing vragen.

Op 19 december 1989 werd de collectieve arbeidsovereenkomst n° 45 afgesloten waarin een verlof om dwingende redenen werd uitgewerkt.

Onderhavig wetsvoorstel strekt ertoe een gelijkwaardige regeling in te voeren voor de werknemers die niet onderworpen zijn aan de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

Het voldoet tevens aan de hierboven vermelde basisprincipes (toegankelijkheid voor mannen en vrouwen en niet beperkt tot gezinnen met jonge kinderen).

II. — BESPREKING

Mevr. De Meyer staat positief tegenover de maatregelen die een betere combinatie gezin en arbeid mogelijk maken op voorwaarde evenwel dat er een evenwicht gevonden wordt tussen collectieve en individuele oplossingen.

Le projet à l'examen propose des solutions individuelles.

Le problème fondamental demeure, bien entendu, celui de la rémunération. Si, dans certains secteurs, le congé pour raisons impérieuses n'est pas rémunéré, ce seront surtout les femmes qui demanderont à en bénéficier (notamment en raison du fait que leur rémunération est inférieure à celle des hommes, de sorte que le principe de l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à la mesure proposée est purement théorique).

Il faudra dès lors tout mettre en œuvre pour généraliser l'application d'un régime de 10 jours de congé rémunéré.

Si elle peut se rallier au contenu du projet à l'examen, *Mme Nelis-Van Liedekerke* tient toutefois à souligner que lorsqu'on élabore des mesures de cette nature, il faut tenir compte de la situation des familles des indépendants et des patrons de petites et moyennes entreprises.

L'instauration de ce régime de congé, qui permet au travailleur de s'absenter, pourrait alourdir la tâche de la famille (et en particulier du conjoint aidant) de l'employeur concerné.

M. Van Mechelen fait observer que l'objectif du projet de loi à l'examen est très louable en soi, mais il craint que la somme des différentes mesures qui ont été prises au cours des deux dernières années puisse, à longue échéance, avoir des effets négatifs.

L'intervenant se réfère ensuite au rapport du Sénat (Doc. Sénat n° 1222/2, p. 7), dont il ressort que l'objectif poursuivi est « d'assimiler, sur le plan de la sécurité sociale, les dix jours de congé pour raisons impérieuses à des journées de travail ». Le Ministre a estimé qu'il en sera en tout cas ainsi pour le secteur du chômage et a ajouté que son collègue des Affaires sociales adoptera probablement la même position en ce qui concerne les autres secteurs de la sécurité sociale.

Le Ministre peut-il d'ores et déjà fournir des précisions concernant le point de vue du Ministre des Affaires sociales ? Et quelles seront les répercussions financières de cette assimilation ?

Il est précisé dans l'exposé des motifs (Doc. Sénat n° 1222/1, p. 3) que l'élaboration du projet à l'examen a été « demandée également par le Conseil national du travail ».

M. Van Mechelen demande s'il s'agit en l'occurrence d'une requête unanime.

S'il salue la présente initiative comme positive d'un point de vue social, *M. Neven* estime néanmoins qu'elle pourrait mettre les PME en difficulté. En effet, l'absence d'un seul travailleur peut provoquer de gros problèmes d'organisation dans ces entreprises et créer des tensions entre employeur et travailleur.

Onderhavig wetsontwerp kadert in het voorstellen van individuele oplossingen.

Het cruciaal probleem blijft natuurlijk de bezoldiging. Wanneer in bepaalde sectoren het verlof niet zal bezoldigd worden, zullen het hoofdzakelijk vrouwen zijn die er gebruik van maken (onder meer ingevolge lagere beloning van de vrouwen) en is het beginsel van gelijke toegankelijkheid van mannen en vrouwen louter theoretisch.

Er zal dus gestreefd moeten worden naar een veralgemeende regeling van 10 dagen bezoldigd verlof.

Mevr. Nelis-Van Liedekerke kan zich akkoord verklaren met de inhoud van onderhavig ontwerp maar wenst er toch de aandacht op te vestigen dat bij het uitwerken van dergelijke maatregelen rekening moet worden gehouden met de situatie van de gezinnen van de zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemers.

Het invoeren van die verlofregeling — en waarbij dus de werknemer de kans wordt geboden op het werk afwezig te blijven — kan leiden tot een zwaardere belasting van het gezin (en vooral van de meewerkende echtgenote) van de betrokken werkgever.

De heer Van Mechelen merkt op dat de doelstelling van dit wetsontwerp op zich zeer waardevol is maar hij vreest dat de optelsom van al de verschillende maatregelen die in de loop van de jongste twee jaar werden genomen op langere termijn wel eens nefast zou kunnen zijn.

Spreker verwijst vervolgens naar het Senaatsverslag (Stuk Senaat n° 1222/2, blz. 7) waaruit blijkt dat het de bedoeling is de 10 dagen verlof wegens dringende redenen « gelijk te stellen met gewerkte dagen wat de sociale zekerheid betreft ». Volgens de Minister zal dat alleszins zo zijn voor de tak werkloosheid en hij heeft hieraan toegevoegd dat de Minister van Sociale Zaken wellicht hetzelfde standpunt zal innemen met betrekking tot de andere takken van de sociale zekerheid.

Kan de Minister over het standpunt van de Minister van Sociale Zaken al uitsluitsel geven ? En wat zullen de financiële repercussies hiervan zijn ?

In de Memorie van Toelichting (Stuk Senaat n° 1222/1, blz. 3) wordt gesteld dat het uitwerken van onderhavig wetsontwerp gebeurde « mede op verzoek van de Nationale Arbeidsraad ».

De heer Van Mechelen wenst te vernemen of het hier ging om een unaniem verzoek.

De heer Neven is van oordeel dat alhoewel vanuit sociaal oogpunt het initiatief als positief moet worden bestempeld, het voor de KMO's tot moeilijkheden kan leiden. De afwezigheid van één werknemer kan in die ondernemingen grote organisatorische problemen veroorzaken en leiden tot spanningen tussen werkgever en werknemer.

L'intervenant déplore l'absence du Ministre des Affaires sociales, dont il aurait aimé connaître le point de vue sur le projet à l'examen.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail reconnaît qu'il faut prendre des mesures collectives en plus des mesures individuelles.

Il rappelle qu'à la suite de la mise en service du Fonds pour l'Emploi, des propositions ont été formulées en vue de permettre le financement de mesures collectives.

Il constate ensuite que, du point de vue social, le projet de loi à l'examen fait l'unanimité.

Il comprend que plusieurs intervenants s'inquiètent des répercussions inopportunes de telles mesures sur les familles des chefs d'entreprise indépendants. Il faut en effet tenir compte de la spécificité de ces entreprises.

Il est toutefois apparu des discussions qui ont été menées avec les partenaires sociaux avant la rédaction du projet à l'examen que l'instauration de ce congé était considérée comme acceptable.

Le Ministre répond à M. Van Mechelen que ce congé pour raisons impérieuses sera très probablement assimilé à une période de travail. Une décision définitive n'a pas encore été prise, parce qu'il faut attendre que le Parlement se soit prononcé sur le projet de loi à l'examen.

Il répète toutefois que le Gouvernement entend bien prévoir cette assimilation.

On ne connaît pas encore le coût de cette mesure, étant donné que l'on ne peut prévoir dans quelle mesure les travailleurs feront usage de cette faculté.

Le Ministre estime en outre qu'il n'est pas exclu que cette nouvelle possibilité offerte par la loi fasse baisser le nombre d'absences pour maladie, ce qui engendrerait des économies dans le régime de l'assurance-maladie. Il est dès lors impossible de déterminer le coût supplémentaire qu'entraînera ce congé pour raisons impérieuses.

Le Ministre fait enfin observer que le CNT s'est prononcé à l'unanimité pour l'élaboration d'une réglementation analogue à celle prévue dans la CCT n° 45.

M. Van Mechelen reconnaît que cette nouvelle réglementation permettra de réduire les abus en matière d'absences pour maladie.

Il craint toutefois qu'après le vote du projet à l'examen, un certain nombre de travailleurs considèrent la nouvelle possibilité comme un droit acquis et prennent chaque année le nombre maximum de jours. Ne pourrait-on éviter une telle situation par le biais des arrêtés d'exécution ?

L'intervenant estime que c'est une erreur de vouloir inscrire de telles règles dans une loi, étant donné qu'aucun employeur n'infligera de sanctions à un travailleur qui s'absente plus longtemps pour de véritables raisons impérieuses.

M. Neven demande si des restrictions seront prévues.

Spreker betreurt de afwezigheid van de Minister van Sociale Zaken. Hij had zijn standpunt met betrekking tot dit wetsontwerp wensen te kennen.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid is het ermee eens dat naast individuele ook collectieve maatregelen moeten worden uitgewerkt.

Hij herinnert eraan dat naar aanleiding van de operationalisering van het Tewerkstellingsfonds er voorstellen werden geformuleerd die het moeten mogelijk maken collectieve voorzieningen te betoelagen.

Hij stelt vervolgens vast dat iedereen, vanuit sociaal oogpunt, met dit wetsontwerp kan instemmen.

Hij begrijpt de bezorgdheid die door verscheidene sprekers werd geuit in verband met de ongewenste repercussies van dergelijke maatregelen op de gezinnen van zelfstandige ondernemers. Er moet inderdaad rekening worden gehouden met de specificiteit van deze ondernemingen.

Uit de gesprekken met de sociale partners die aan het opstellen van dit ontwerp zijn voorafgegaan, is evenwel gebleken dat de uitvoering van dit verlof als haalbaar werd beschouwd.

Aan de heer Van Mechelen antwoordt de Minister dat het zeer waarschijnlijk is dat dit verlof wegens dwingende redenen met een gewerkte periode zal worden gelijkgesteld. Een definitieve beslissing werd nog niet genomen omdat het Parlement zich eerst over onderhavig wetsontwerp dient uit te spreken.

Maar hij herhaalt dat het wel de bedoeling is deze gelijkstelling door te voeren.

De kostprijs ervan is onbekend omdat onmogelijk kan worden uitgemaakt in welke mate van deze regeling gebruik zal worden gemaakt.

De Minister is bovendien van oordeel dat het niet uitgesloten is dat door dit nieuw wettelijk kader het aantal afwezigheden wegens ziekte zou afnemen, waardoor er in de ziekteverzekering een besparing kan worden gerealiseerd. De extra-kost van dit verlof om dwingende redenen kan derhalve niet worden nagegaan.

De Minister merkt ten slotte op dat het verzoek van de NAR om een regeling analoog aan die van de CAO n° 45 uit te werken, unaniem was.

De heer Van Mechelen is het ermee eens dat door deze nieuwe regeling het aantal misbruiken inzake afwezigheden wegens ziekte kan worden vermindert.

Hij vreest echter dat door de goedkeuring van dit wetsontwerp onvermijdelijk een aantal werknemers de nieuw geboden mogelijkheid als een verworven recht zullen beschouwen en jaarlijks hun maximaal aantal dagen zullen opnemen. Kan hieraan in de uitvoeringsbesluiten niet worden verholpen ?

Het is volgens hem verkeerd dergelijke regelingen stevast wettelijk te willen bestendigen. Dat is niet nodig aangezien geen enkele werkgever tot sancties zal overgaan indien één van zijn werknemers om werkelijk dwingende redenen afwezig blijft.

De heer Neven vraagt of er beperkingen zullen worden ingebouwd.

Veillera-t-on par exemple à empêcher qu'un travailleur puisse prendre systématiquement un jour de congé par mois ou que le congé soit pris dans une période très chargée pour l'entreprise concernée (par exemple, la période de fin d'année dans le secteur horeca) ?

Le Ministre répond que l'insertion de restrictions ne constitue pas une solution. En outre, on ne peut pas exclure la possibilité qu'un travailleur soit confronté à un problème familial grave pendant la période de fin d'année.

Les articles 1^{er} à 3, ainsi que l'ensemble du projet de loi, sont ensuite adoptés par 12 voix et 2 abstentions.

Le Rapporteur,

J.-P. VANCROMBRUGGEN

Le Président,

M. OLIVIER

Zal het bijvoorbeeld onmogelijk worden gemaakt dat een werknemer systematisch elke maand één dag verlof zou nemen of dat het verlof zou worden opgenomen in een voor het betrokken bedrijf drukke werkperiode (bijvoorbeeld de eindejaarsperiode in horecasector) ?

De Minister antwoordt dat het invoeren van beperkingen geen oplossing biedt. Bovendien kan het niet worden uitgesloten dat een werknemer in de eindejaarsperiode met een dwingend familiaal probleem wordt geconfronteerd.

De artikelen 1 tot 3, alsmede het gehele wetsontwerp worden vervolgens aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

De Rapporteur,

J.-P. VANCROMBRUGGEN

De Voorzitter,

M. OLIVIER
